

DIRECTION DE L'ÉDUCATION D'ALGER OUEST

Des conditions de travail
lamentables

Depuis le dernier découpage de l'inspection académique d'Alger en trois divisions (centre, est et ouest), la Direction de l'éducation d'Alger Ouest est livrée à elle-même.

Si le siège de la direction est autonome, les différents services, en revanche, sont entassés dans des salles de classe d'une école primaire à Chéraga. Par ailleurs, les élèves ont accès à cet établissement par le même portail. Alors que les élèves sont en plein cours, les enseignants des écoles relevant de cette direction circulent entre le service de la comptabilité et

celui administratif en passant par le service des examens. Quant aux chefs de service ou de bureau, ils ne possèdent même pas de bureau. Chaque responsable de service reçoit les enseignants dans la même classe. Entre une demande d'une fiche de paie et un état des services, l'enseignant fait deux kilomètres entre les deux services. La tutelle, qui semble connaître cette situation, compte, selon nos informations, mettre à la disposition de ces responsables les structures du nouveau collège situé à quelques mètres du bloc administratif qui sera opérationnel d'ici la fin du mois. L'évacuation des classes de cette école primaire permettra aux

parents d'élèves d'inscrire leurs enfants près de leur domicile.

Selon un responsable de cette institution, "cette situation est provisoire, tout rentrera dans l'ordre très prochainement". C'est le souhait de tous. Enseignants, parents d'élèves et responsables sont unanimes à dire qu'il est temps de remettre de l'ordre pour accueillir les hommes du savoir et permettre aux employés et leurs responsables de travailler dans de bonnes conditions. Pour rappel, la direction de l'éducation de Chéraga gère près de 11 000 employés entre personnel pédagogique et administratif.

M. D.

TRAVAUX AU SEIN DU CSP DE TIZI-OUZOU

La structure mérite davantage
de considération

Les travaux d'aménagement, d'entretien et autres réfections qu'abrite le complexe sportif de proximité (CSP) de Tizi Gheniff semblent louables dans la mesure où cette structure fait peu neuve bien qu'elle accuse encore beaucoup d'insuffisances vu la dégradation des lieux depuis sa mise en service, il y a quelques années.

En effet, on rafraîchit les murs intérieurs et extérieurs de la minuscule salle qui ne sert qu'aux sports de combat, ainsi que les vestiaires, on répare les clôtures grillagées des terrains de handball, de volley-ball, de football et de pétanque. Les caniveaux d'évacuation des eaux de pluie connaissent également un déblaiement.

Une allée reliant le tout nouveau foyer de jeunes à la salle a été réalisée. La nécessité d'un désherbage s'impose également sachant que le sol nu est envahi par des plantes sauvages et épineuses.

Quant à la clôture de l'ensemble du CSP, malgré sa consistance, elle disparaît peu à peu étant donné que

des passages de fortune sont visibles à plusieurs endroits à défaut d'un service de gardiennage permanent.

L'enveloppe financière allouée, selon une source locale, est estimée à moins de 500 millions de centimes. "Les autorités compétentes, notamment la DJS dont dépend cette infrastructure, sont interpellées pour qu'un regain d'intérêt soit réservé à cette dernière si l'on pense vraiment à la jeunesse locale avec un personnel suffisant devant veiller sur ce lieu, un entretien régulier et une bonne organisation",

nous dit un jeune rencontré sur place. Le personnel actuel chargé de veiller sur cette infrastructure se limite à un administrateur, un ouvrier professionnel, deux veilleurs de nuit en plus d'un gardien recruté dans le cadre du filet social.

Nonobstant l'état lamentable de ce CSP, il vient tout juste d'être doté d'un foyer de jeunes dont les travaux de la bâtisse arrivent à leur terme.

"Espérons que sa mise en service ne traînera pas en longueur", dira notre accompagnateur.

A. S. Wahmed

BOUZEGUÈNE

Le ramassage scolaire suspendu
cette année

La louable initiative prise par l'APC de Bouzeguène durant l'année scolaire écoulée, en assurant gratuitement le ramassage scolaire à des centaines d'élèves à travers des dessertes couvrant l'ensemble de la commune, n'a pas été reconduite cette année, au grand dam des parents qui s'interrogent sur les raisons ayant motivé la suspension de ce transport qui a rendu d'énormes services à leurs enfants.

Pour rappel, l'APC a mis à la disposition des collégiens et des lycéens des minibus qui sillonnent la commune à travers ses principaux axes, à savoir

Houara-Loudha et Sahel-Loudha, des navettes qui desservent quotidiennement aussi le village Aït-Salah-CEM de Houara. C'est justement les parents d'élèves de ce peuplé village qui déplorent le plus la suppression du ramassage scolaire tant leurs enfants ont des difficultés à rallier leur établissement du fait du manque de transport vers l'extrême-est de la commune.

Si bien que les élèves sont tentés de traverser à leurs risques et péril le dangereux raccourci de Sikh le long de la montagne ceinturant l'Akfadou. Un parcours en pente sur un sol mouvant

par lequel dévalent les eaux tumultueuses dont les flots ont failli emporter une fille il n'y a pas si longtemps, d'après les parents. C'est de là que sont partis deux mémorables glissements de terrain qui avaient laissé perplexes les experts algériens et étrangers à l'époque. La rupture du ramassage scolaire perturbe sérieusement la scolarité de ces élèves selon un surveillant de cet établissement qui enregistre en hiver beaucoup de retard chez les apprenants qui ont des difficultés à rejoindre à temps le collège.

S. H.

Bientôt une antenne du CFPÀ à Aghribs

Grâce au dévouement de l'association Ath Quocho, le village Adrar verra l'installation d'une antenne d'un centre de formation dès ce mois de novembre. Un évènement de grande importance pour les jeunes de la commune des Aghribs, obligés de se déplacer jusqu'à Azazga ou Azeffoun, qui restent en manque d'institution de ce genre.

Cette première expérience se limitera à une formation en informatique, agrée, bien entendu, par le centre de rattachement. Dans ce cas, il s'agit de celui d'Azazga, et ce, en attendant un éventuel élargissement à d'autres disciplines.

Pour ce faire, l'association déploie des efforts pour réunir dans les délais impartis les moyens humains et matériels nécessaires à la pratique de cette discipline. Dans ce sens,

une quête a été organisée pour l'achat de quelques ordinateurs. A noter que dans cette entreprise, les jeunes de l'association ont fait appel à l'APC pour une éventuelle aide financière, d'une part, et pour inscrire les jeunes encadrateurs et futurs enseignants dans un des chapitres relatifs à l'AIG ou l'ISIL, d'autre part.

Ces derniers, selon le président de l'association, M. Agoun, sont des diplômés en informatique au titre d'ingénieur ou de technicien supérieur. Il faut dire que chaque année, ces jeunes assurent des cours de soutien aux classes de 3^e AS et 4^e AM. Pour preuve, les résultats obtenus au bac et au BEM sont plus que satisfaisants. Selon les organisateurs, 14 bacheliers sur les 17 avaient suivi ces cours.

F. B.

BOUIRA
Débrayage
des enseignants
au CEM Doubaïci

Pour exiger l'application de la circulaire ministérielle n°446 du 7 novembre 2006, portant sur la nécessité de mettre à la disposition de chaque enseignant des paliers I et II au maximum 5 à 6 divisions pédagogiques de trois heures chacune à enseigner séparément et dans des horaires qui ne mettraient pas cette langue dans une position de marginalisée, les enseignants de tamazight au niveau du CEM Doubaïci, sont en grève depuis le 6 octobre.

Et devant la situation de pourrissement dans laquelle le problème risque de s'enliser, tant jusqu'à présent aucune solution ne semble être trouvée par la Direction de l'éducation, des enseignants des autres matières de ce collège, 36 enseignants sur 52, ont décidé de se solidariser avec leurs collègues en observant une journée de grève ce dimanche.

Pour rappel, en mai dernier, une circulaire ministérielle qui faisait référence à une circulaire à caractère exceptionnel et datée de novembre 2006, invitait les directeurs des établissements à mettre à la disposition des enseignants de tamazight uniquement 5 à 6 divisions pédagogiques de trois heures chacune, soit au total et au maximum 18 heures par semaine.

Or, depuis le début de l'année scolaire, beaucoup d'enseignants de tamazight se sont retrouvés avec 24 heures par semaine et 8 divisions pédagogiques. Et malgré le fait que la Direction de l'éducation ait été à maintes fois interpellée sur ce problème, celle-ci est restée de marbre préférant le pourrissement à la prise en charge effective et sérieuse du problème.

D'ailleurs, il est utile de rappeler ici encore une fois que dans la circulaire, le ministre de l'Éducation insistait auprès des directeurs de l'éducation de 12 wilayas où est dispensée tamazight pour leur communiquer leurs besoins en postes pédagogiques à la lumière de l'application de cette circulaire.

Mais malgré ces directives, la Direction de l'éducation de Bouira n'a pas jugé utile d'exprimer ses besoins en tamazight en se permettant même de ne pas programmer tamazight dans le concours annuel des PCEF. Une situation inexplicable, surtout avec le silence radio du ministère devant ces manquements flagrants à la réglementation.

Signalons à la fin, que, outre les enseignants de tamazight qui poursuivent toujours leur mouvement de grève jusqu'à l'application de ladite circulaire, les autres enseignants qui étaient en grève et qui se sont réunis ce dimanche dans l'enceinte de l'établissement, ont donné un ultimatum de 10 jours à la Direction de l'éducation et si d'ici là aucune solution n'était trouvée pour leurs collègues de tamazight, ils reprendront leur mouvement de grève.

Y. Y.

GRÈVE DU CNES
Largement
suivie à l'université
de Boumerdès

Au premier jour d'une grève de trois journées, déclenchée par le Syndicat national des enseignants de l'université (Cnes), le taux de participation a été, selon les échos qui nous sont parvenus de l'université M'Hamed-Bougerra de Boumerdès, appréciable.

Selon M. Bouloudène, membre du Cnes, joint au téléphone, le taux de participation au sein des trois facultés implantées au chef-lieu de la wilaya avoisine les 70%. Reste la faculté de droit récemment transférée dans la commune de Boudouaou où le syndicat autonome n'est pas encore structurée.

S'agissant du climat social qui prévaut au sein des grévistes, la détermination est, semble-t-il, de mise. "Les enseignants sont très déçus par cette nouvelle grille des salaires. Cependant, ils sont décidés à faire valoir leurs revendications légitimes", estime le représentant du Cnes. Il y a lieu de préciser qu'une assemblée générale pour faire le point sur cette prestation est prévue au campus sud de l'université M'Hamed-Bougerra.

Abachi L.